



Pour lire l'intégralité de nos lettres et documents de référence, consultez notre blog à l'adresse : <http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com>

Madagascar Résistance

Lettre numéro 66 – juin 2011

Les légalistes malgaches doivent se préparer à une résistance de longue durée

Comme l'avait prédit Ndimby avec son talent habituel d'analyste (*Voir ci-dessous en encadré un extrait de son texte et le texte intégral en annexe sur notre blog*), la rencontre de Gaborone qui s'est tenue les 6 et 7 juin ne pouvait aboutir qu'à un échec. **Une transition illégale et illégitime va organiser des élections injustes dont les résultats sont courus d'avance.** Cette future mascarade constituera l'opération de blanchiment du coup d'Etat perpétré en 2009. C'est pourquoi ceux qui veulent le rétablissement de la liberté et de la légalité à Madagascar doivent se préparer à une résistance de longue durée.

Autopsie d'un futur flop

«Mais analysons objectivement l'environnement de cette rencontre dans la capitale du Botswana. Déjà, faut-il conclure des tentatives de noyer numériquement les trois mouvances en manoeuvrant pour créer une supériorité quantitative, qui comme chacun le sait, ne rime pas forcément avec le qualitatif. En réussissant à imposer à la SADC la présence à table de 8 entités politiques ayant paraphé la feuille de route (UDR-C, TGV, MDM, AREMA, Escopol, HPM, UAMAD et Autres sensibilités), Andry Rajoelina bénéficie de la présence d'au moins 40 vassaux, à raison de 5 personnes par entité. En face, 15 personnes pour les trois mouvances, qui ont légitimement augmenté leurs représentants à leurs frais pour ne pas subir le pack adverse dans ce maul tiré par les cheveux. (1)

Le déséquilibre flagrant entre pro-Rajoelina et opposition à Gaborone ne reflète pas la réalité sur le terrain, mais est finalement assez conforme aux tentatives du régime de transition de faire croire depuis deux ans que c'est la majorité du peuple malgache qui avait souhaité sa venue au pouvoir. Une escroquerie politique basée sur des rassemblements quotidiens ne pouvant excéder 150 000 personnes, comme démontré dans les calculs sur Le peuple ou « vahoaka » en question. A présent, le même subterfuge est tenté en gonflant artificiellement les représentants de la délégation pro-Rajoelina à Gaborone : dès le départ, les conditions ne sont pas propices au dialogue sincère.Ensuite, la raison même de la réunion de Gaborone est floue. S'agit-il de gober la potion du Dr Simao, autrement dit de signer la feuille de route en l'état, comme le souhaitent les hâtifs ? dans ce cas, pourquoi avoir amené tout un fokontany ? S'agit-il d'en rediscuter les termes, et d'aborder certains aspects, comme le désirent les trois mouvances ? Les uns et les autres affirment camper sur leur position et se refuser à tout compromis. Or, comment les trois mouvances pourraient-elles avaler la couleuvre qu'est actuellement la feuille de route, qui donne une part tellement belle à un régime issu d'un coup d'Etat favorisé par une mutinerie, que ça en devient curieux. Une fois de plus, conditions peu propices au dialogue. En fait, pour qu'il y ait dialogue, il faut qu'il y ait au moins un objectif commun, qui devrait dans le contexte être l'intérêt supérieur de la Nation, et la volonté sincère de mettre fin à la crise. Ce sont ces deux valeurs qui devraient primer au sein des dirigeants de chaque délégation. ...

Par conséquent, si un Accord acceptable pour tous ne peut être trouvé au Botswana, le mieux que les trois mouvances auraient à faire, c'est de s'abstenir de se défroquer et de participer à une transition bidon, afin que les responsabilités soient plus tard bien identifiables. Cela peut toujours être utile quand viendront les élections. »

Lundi 6 juin. Ndimby A.

(1) Maul : avant que les griots pro-transition ne m'accusent de crime lèse-DJ, rappelons que maul est un terme de rugby (de l'anglais to maul, malmener), et qui désigne une mêlée ouverte où le ballon ne touche pas terre.

Nous faisons nôtre la conclusion que Ndimby tire de cet échec annoncé et qui vient de se produire : **les trois mouvances ne devraient en aucun cas participer à une transition qu'il qualifie d'avance et à juste titre de « bidon ».**

Ceci nous amène à reposer la question classique mais essentielle : comment se comporter face à des dirigeants qui détiennent par la force la réalité du pouvoir dans un pays? Refuser toute collaboration ou collaborer ?

L'histoire du monde est riche de cas où un tel choix s'est posé.

CEUX QUI ONT REFUSE TOUTE COLLABORATION furent souvent taxés de rigidité excessive, ou accusés d'être des égoïstes ne pensant pas assez au bien commun menacé par les risques d'affrontements ou les crises prolongées.

PARMI CEUX QUI OPTERENT POUR LA COLLABORATION figurent évidemment les **opportunistes pour lesquels suivre le plus fort du moment est un réflexe naturel**, mais également **ceux qui se décidèrent à collaborer après mûre réflexion, justifiant leur décision par leur espoir de pouvoir exercer une influence bénéfique de l'intérieur**, en considérant qu'il n'y avait pas de possibilité de mettre rapidement fin au pouvoir en place. Ceux-là se voulaient réalistes et soucieux du bien commun, en évitant des affrontements ou en mettant fin à des blocages qu'ils considéraient comme dommageables au pays.

La capacité de dépasser ses positions initiales, parfois même ses colères et ses rancœurs, dans le souci du bien commun, est rare et digne d'estime. Toutefois, une telle démarche n'a de chance d'aboutir au but recherché - **exercer une influence bénéfique de l'intérieur – que si certaines conditions sont réunies.** Parmi ces conditions, **la plus importante est que l'armée demeure favorable au retour éventuel vers la normalité démocratique, face à d'autres entités comme la police ou la gendarmerie traditionnellement plus soumises aux dirigeants politiques. Une autre condition est que la liberté d'expression ne soit pas complètement étouffée.**

Si ces conditions existent, la possibilité d'une évolution positive et pacifique de la situation existe elle aussi, et cela peut justifier que l'on prenne les risques de collaborer avec un pouvoir de fait, **sans perdre de vue l'objectif qui est de le faire évoluer, et en cas d'impossibilité, de provoquer sa chute en mettant à profit des fonctions donnant accès à certains moyens.**

Par contre, **si toutes les entités armées soutiennent le régime en place, et si tout espace d'expression est refusé aux opposants, on a affaire à un système fasciste**, dans lequel la moindre critique sera repoussée brutalement et vaudra à leur auteur d'être immédiatement limogé, voire pire. **Un tel système ne peut évoluer que dans un seul sens : la fuite en avant vers davantage d'oppression afin de durer le plus longtemps possible.**

Aussi, pour n'avoir pas identifié la véritable nature de certains régimes, ceux qui décidèrent, même en toute bonne foi, de collaborer avec des dirigeants maintenus au pouvoir uniquement par la force, payèrent souvent un prix élevé pour leur choix : **soit ils furent détruits par le système qu'ils espéraient pouvoir faire évoluer, soit ils furent réduits à l'impuissance et subirent, à la chute du régime, les mêmes châtiments que les véritables thuriféraires de ce régime déchu.** En effet, comme on dit, « **il faut une très longue cuillère pour souper avec le diable sans se brûler** ».

REVENIR AUX REPERES ESSENTIELS

Au-delà des considérations tactiques sur la possibilité ou non de faire évoluer un régime en place, **il conviendrait d'abord de revenir aux repères essentiels : les valeurs et les principes qui devraient toujours être non négociables quel que puisse être le contexte. Ce sont les valeurs de liberté, de respect de la dignité humaine et le principe républicain qui donne à un peuple le droit de choisir ceux qui vont le gouverner.**

Quels que soient les arguments avancés, transiger sur ces valeurs et ce principe revient dans les faits à encourager ceux qui les piétinent.

Quels que soient les arguments avancés, ceux qui participeront à cette « transition bidon » auront renforcé le camp de ceux qui détruisent Madagascar.

Et devant les intentions affichées par certaines personnalités que l'on pensait jusqu'ici être animées du sens du bien commun de participer à des élections qui seront organisées dans les conditions que l'on prévoit, après l'échec programmé de Gaborone, on ne peut que leur poser ces questions :

Etes-vous bien conscients que vous participez à l'ouverture de la boîte de Pandore ?

Etes-vous bien conscients qu'en collaborant avec un tel régime vous cautionnez un terrible précédent et que vous aidez à faire de Madagascar un pays désormais sous la menace constante des putschs ?

Et qu'en conséquence, les futurs élus de ces élections contestables seront condamnés à faire pire encore qu'aujourd'hui dans la corruption de l'armée, des magistrats et de toutes les institutions pour se maintenir au pouvoir ?

Le combat pour le rétablissement de la liberté à Madagascar risque d'être plus long à cause de gens comme vous.

Il faudra peut-être davantage de temps avant que Madagascar ne sorte du chaos dans lequel vous aidez à le plonger.

Mais cela arrivera.

Ce sera alors pour vous le moment de rendre des comptes à la nation malgache.

Les Inconditionnels de Madagascar,
À l'Île de la Réunion